



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe - CA

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la
S.A. INTISSEL pour son établissement situé à
WATTRELOS.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.514-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 juin 1997 accordant à la S.A INTISSEL l'autorisation d'augmenter la capacité de production et d'étendre la capacité de stockage de son établissement situé à WATTRELOS (59393), ZI de la Martinoire, rue Jacquet ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 23 octobre 2008 et 28 avril 2011 imposant à la SA INTISSEL des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à WATTRELOS ;
Vu les prescriptions de l'article 25.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 26 juin 1997 susvisé qui imposent notamment que :

« Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance du Préfet [...] » ;

Vu le rapport en date du 14 mai 2013 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant les constats réalisés par l'Inspection des Installations Classées, au cours de sa visite d'inspection sur site réalisée le 3 avril 2013, desquels il ressort que :

« L'inspection du site a mis en évidence une non-conformité : l'exploitant a modifié ses conditions d'exploitation, il stocke de nouveaux produits (matériels de chasse, de pêche, de loisirs plein air, literies, sommiers, matelas...) et n'a pas notifié cette modification à la Préfecture. L'article 25.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 26 juin 1997 n'est donc pas respecté » ;

Considérant qu'il est nécessaire d'imposer, à l'Exploitant, par la voie d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, pris conformément à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement, de respecter les dispositions réglementaires applicables à son installation.

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} -

La société SA INTISSEL dénommée ci-après l'Exploitant dont le siège social est situé BP 89 80202 PERONNE CEDEX, est mise en demeure de respecter, dans un délai de **deux mois à compter de la notification du présent arrêté**, pour son site situé ZI DE LA MARTINOIRE – RUE JACQUART 6 BP 107 – 59393 WATTRELOS, les prescriptions de l'article 25.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 26 juin 1997.

L'exploitant apportera les justificatifs démontrant la mise en place de dispositions correctives.

Article 2 -

Faute par l'exploitant de **se conformer** aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 -

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 -

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de WATTRELOS,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de WATTRELOS et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 26 JUIN 2013

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général adjoint

Eric AZOULAY

